

Favoriser l'émergence d'écosyndicats de citoyens pour mener la transition écologique

Certains groupes sociaux ont des intérêts collectifs coïncidant avec des enjeux écologiques. Leurs revendications, actions, négociations et victoires pour la fin de l'utilisation des pesticides, la réduction du trafic automobile ou les rénovations énergétiques accélèrent la transition écologique. Ces collectifs ou syndicats de locataires, de parents ou d'utilisateurs sont autant d'écosyndicats de citoyens défendant des intérêts collectifs favorables à la transition. En identifiant mieux ces communautés au front, les associations et collectivités peuvent faciliter leur multiplication sur le territoire pour ancrer l'écologie politique dans la société en général et parmi les classes populaires en particulier. Se dessine alors une action publique de la transition qui articule le pouvoir institutionnel descendant et un pouvoir citoyen ascendant pour dépasser les conservatismes et paver la voie de la révolution écologiste.

Adrien Roux

En 2018, un nouveau collectif de parents d'élèves de Parempuyre en Gironde s'est monté pour refuser l'implantation d'un nouveau collège à 50 mètres de vignes cultivées avec des pesticides nocifs pour la santé. Depuis, les parents demandent également la conversion en agriculture biologique du domaine Château Pichon. A la suite de leur mobilisation, la Maire de Parempuyre a édicté un arrêté anti pesticide en janvier et le groupe Fayat propriétaire du domaine Château Pichon a annoncé le 16 janvier entamer une conversion au bio avec 5 hectares dès le millésime 2019. "Convertir le domaine en bio est une question que l'on se pose depuis un bon moment ", a expliqué à l'AFP Gwendeline Lucas, directrice des vignobles Fayat, [la mobilisation citoyenne] nous a un petit peu précipité dans nos actions et notre décision".

« L'écologie pour nous aussi »

Dans un autre contexte, à Villeurbanne, dans le Rhône, un syndicat de locataires HLM du quartier Monod mènent le combat pour obtenir l'accélération des rénovations thermiques pour leur logement. Certains habitants de ces logements classés comme passoires énergétiques (classe F) dépensent comme Naouel Benseghir plus de 20% de leurs revenus mensuels dans les factures de gaz et d'électricité. Elle et les autres ne veulent pas rester en situation de précarité énergétique jusqu'à 2025 date prévue des travaux. « *La transition ne peut pas attendre* », « *Des rénovations pour Monod. L'écologie pour nous aussi* » pouvait-on lire sur la banderole portée par les 60 locataires qui ont occupé le siège du bailleur social le 23 juillet 2020. La négociation avec la directrice qui a suivi a ouvert la porte à des premiers travaux d'isolation et à l'accélération du calendrier des rénovations.



Ces deux petites victoires montrent que la mobilisation des citoyens directement concernées par des enjeux écologiques peut accélérer les décisions institutionnelles nécessaires à la transition. Ce type de mobilisation existe sous de nombreuses formes. A Paris, un syndicat de parents d'élèves se mobilise depuis 2019 pour demander des mesures permettant la réduction de la pollution de l'air qui affecte particulièrement l'école où sont scolarisés leurs enfants. A Montpellier, un collectif d'usagers des transports se mobilise pour demander à la région Occitanie plus de places pour les vélos dans les rames de trains pour faciliter leurs trajets domicile-travail. Les syndicats locaux de paysans ont joué un rôle décisif en Loire atlantique dans la bataille victorieuse fameuse contre la construction d'un aéroport sur leurs terres à Notre Dame des landes, ou dans le Rhône et la Loire, contre celle contre l'autoroute A41. Tous ces groupes défendent leurs propres intérêts : leur terre, leur facture de chauffage ou la santé de leurs enfants. Leur combat suscite pourtant du soutien auprès d'un public plus large, par solidarité avec ces personnes et parce qu'il va dans le sens de la transition écologique.

Les 3 types de communautés dont les intérêts sociaux coïncident aux intérêts écologiques

Les pollutions et la destruction des écosystèmes affectent certains groupes sociaux plus que d'autres. Des **communautés se retrouvent ainsi au front du combat écologique**. Naomi Klein décrit ces « communautés au front » (*frontline communities*) comme les acteurs décisifs de la guerre contre le changement climatique¹. Elle cite d'abord les riverains d'usines, d'agriculture industrielle, ou encore d'axes routiers polluants, puis tous les habitants dont l'environnement est dégradé par de grands projets d'infrastructures ou des exploitations minières (carrière, pétrole, schiste, mine d'or...). Parmi ces communautés victimes, les plus connus sont par exemple les tribus amérindiennes vivant sur le tracé du pipeline Keystone aux Etats-Unis, villageois et communautés autochtones riveraines du projet de mine d'or des Skouries en Grèce ou de la Montagne d'or en Guyane, paysans cambodgiens et camerounais dont les terres sont accaparées par les plantations de palmiers à huile liées au groupe Bolloré. On peut ajouter au recensement des communautés victimes tous les habitants des zones qui seront inondées à la suite du réchauffement climatique. Il existe également d'autres groupes victimes qui ne sont pas des communautés de territoire comme les précédentes. On peut d'abord citer les communautés de travailleurs en pensant aux seringueiros de Chico Mendes et toutes les personnes dont l'activité économique est mise en danger par l'aggravation des déséquilibres écologiques. Les ouvriers travaillant dans un environnement pollué comme ceux qui récoltent des fruits traités massivement aux pesticides ont également intérêt à des pratiques moins nuisibles pour leur santé. Les travailleurs victimes des pollutions sont néanmoins dans une situation ambiguë car leurs revenus dépendent de la pérennité de ces activités polluantes. Un dernier type de communautés victimes est constitué des personnes ayant une maladie ou une déficience physique en commun. Les asthmatiques ont objectivement un intérêt plus impératif que les autres à ce que soient prises des mesures améliorant la qualité de l'air.

Si on décrit les écosyndicats comme les organisations de communautés qui ont des intérêts sociaux coïncidant aux intérêts écologiques, on peut élargir la focale au-delà des victimes en recensant les groupes qui sont **les bénéficiaires immédiats des politiques de transition**. Les cyclistes sont les premiers gagnants des mesures visant à augmenter et améliorer les pistes

1 N.Klein, [Tout peut changer](#), Actes Sud, 2015.

cyclables et laisser moins de place à la voiture dans la ville. Les locataires habitants de passoires thermiques bénéficient des plans de financement public pour les travaux d'isolation et de rénovation énergétique. Les usagers des trains ou d'autres transports en communs ont intérêt à une amélioration de l'offre de ce secteur. Le *Bus riders union* de Los Angeles est un des exemples d'écosyndicat de lutte qui mêle depuis 1991 les questions sociales, raciales et environnementales dans leur combat pour améliorer les transports en commun utilisés par les classes populaires majoritairement noires et latinos pour se rendre au travail dans l'agglomération². Un autre groupe de bénéficiaires de la transition écologique est constitué de tous les travailleurs employés dans l'économie verte. Parmi les cas les plus cités, le fait que l'agriculture biologique génère beaucoup plus d'emplois que l'agriculture industrielle polluante, ou les nombreuses créations d'emplois conséquences de l'ampleur des rénovations thermiques nécessaires.

En plus des victimes ou des bénéficiaires directs, une troisième catégorie possible est constituée par ce qu'on peut appeler **les « communautés du futur »** : les personnes qui vont être plus affectée que les autres par la dégradation des écosystèmes car ils vont les vivre. Les enfants et les jeunes vont être plus impactés que les personnes qui vont mourir avant le gros des catastrophes climatiques. Ils sont les principaux constituants de ces communautés du futur. Les jeunes parents peuvent en faire partie quand ils s'organisent pour la santé de leurs enfants et le droit de les voir grandir dans un environnement sain. A Beyrouth au Liban, dans un quartier affecté par les incinérations sauvages d'ordures, ce sont d'abord des parents qui se sont organisés pour demander une meilleure gestion publique des déchets avec pour mot d'ordre « la santé de nos enfants est une ligne rouge ».

Toutes ces différentes catégories de communautés susceptibles de s'organiser en écosyndicats sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Tableau des communautés au front des enjeux écologiques		
Catégories	Groupes sociaux	Exemples
Communautés victimes	Riverains et communautés de territoire	Voisins d'usines, de mines, de grandes infrastructures ou de fermes polluantes
	Travailleurs	Ouvriers agricoles affectés par les pesticides, ouvriers dans un environnement polluant
	Malades et divers	Asthmatiques, cancéreux et maladies causées par la pollution de l'air ou les pesticides
Communautés bénéficiaires	Bénéficiaires des économies d'énergies	Habitants de passoires thermiques,
	Usagers des services publics peu polluants (transports, électricité...)	Usagers des transports en commun, cyclistes,
	Travailleurs de l'économie verte	Employés de l'éolien, des transports publics...
Communautés du futur	Jeunes	Lycéens, étudiants
	Parents	Parents d'élèves

2. Voir ...

La construction des écosyndicats de citoyens au sein des « communautés au front »

Tous ces groupes sont, pour reprendre un concept marxiste, des *communautés en soi* du fait de leurs intérêts communs objectifs mais elles peuvent exister sans avoir conscience de cette communauté d'intérêt. Elles deviennent des *communautés pour soi* avec une conscience commune lorsqu'une dynamique d'organisation fait émerger en son sein une structure porteuse de parole collective et d'actions collectives. Ce processus a été le plus souvent décrit pour les communautés de travailleurs qui prennent conscience de leurs intérêts communs et de leur force avec la construction d'un syndicat. Pour les communautés citoyennes, l'organisation prend la forme d'une association de riverains, d'un collectif de parents, d'usagers de transports ou d'un syndicat de locataires. Le terme « syndicat » décrit une organisation de défense des intérêts collectifs de ses membres. Les syndicats de travailleurs en sont la forme la plus fréquente, mais il existe également des syndicats de locataires, de copropriétaires, d'étudiants ou de parents d'élèves. Nous utilisons ici cette notion de syndicat comme terme analytique, pour distinguer les organisations structurées autour de la défense d'intérêts collectifs matériels ou objectifs, par rapport aux associations constituées autour d'idées, de valeurs et portées par des personnes qui ne sont pas directement concernées par le problème visé. On parle d'écosyndicats lorsque les intérêts collectifs défendus coïncident avec des enjeux écologiques plus larges. La notion d'écosyndicat a été utilisée pour la première fois pour décrire les syndicats de seringueiros et le mouvement initié dans les années 1960 par Chico Mendès dans la forêt amazonienne brésilienne. Les travailleurs récoltant le caoutchouc des hévéas voyaient leur métier menacé par la déforestation et l'abattage des forêts pour l'élevage industriel. Un syndicat des seringueiros a été initié par Chico Mendès et les autres travailleurs pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions de travail et de vie. Rapidement, il s'est battu contre les abattages de forêt qui leur environnement de travail. « Au début je défendais les travailleurs, puis je me suis mis à défendre la forêt. Maintenant je défends l'humanité et la planète toute entière » disait Chico Mendès avant d'être assassiné sur ordre des patrons d'entreprises œuvrant à la déforestation.

Nous utilisons le terme d'écosyndicat indépendamment du nom donné dès lors qu'il s'agit d'une organisation de défense d'intérêts collectifs de la communauté et dès lors qu'il y a un minimum de structuration (un nom, des réunions, des responsables avec un mandat, des règles de décisions collectives...). On distingue ainsi les dynamiques d'organisation des mobilisations ponctuelles qui n'impliquent aucune structure autre qu'un groupe Facebook ou autre système de communication pour lancer les appels à se rassembler. Cependant les écosyndicats identifiés sont très diversement structurés, certains ont une existence légale d'autres non, la place respectives des leaderships individuels et des décisions collectives varie.

Les dynamiques d'organisations peuvent être initiées de l'intérieur des communautés. Quelques membres prennent un rôle de leadership et initie l'organisation comme ont pu le faire Chico Mendès et ses camarades au sein des seringueiros. Elles peuvent aussi être initiées par des personnes extérieures à la communauté. Comme à l'époque où les communistes envoyaient des militants dans une mine, une usine ou une plantation pour y organiser un syndicat et y constituer une base de militants. Dans le monde anglo-saxon, la fonction d'organisateur syndical (*union organizer*) s'est élargie pour s'appliquer à l'organisation des communautés d'habitants et de citoyens (*community organizing*) à partir des travaux de Saul Alinsky et son travail d'organisation de syndicats de quartier à Chicago dans les années 1940³. A sa suite, le nombre d'*organizers* s'est démultiplié dans les quartiers afro-américains pour le mouvement des droits civiques au début des années 1960, puis par exemple, dans le combat pour la protection sociale (avec notamment les *community organizers* de la *National Welfare Rights Organization*⁴). On trouve à partir des années 1970, des expériences de *community organizers* engagés auprès de communautés au front des enjeux écologiques. Fondée en 1970, l'organisation ACORN qui deviendra la plus grande fédération de communautés organisées a conduit une de ses premières batailles majeures autour de l'organisation d'un écosyndicat de citoyen. Un projet de construction de la plus grande centrale à charbon des Etats Unis dans le

³ Saul D. Alinsky, *Radicaux réveillez-vous*, Le passager clandestin, Paris 2017.

⁴ Bailis, L., *Bread or Justice: Grassroots Organizing in the Welfare Rights Movement*, Lexington Books, 1974

comté de Jefferson en Arkansas devait rejeter quotidiennement 469 tonnes de dioxyde de soufre dans l'air. Ces rejets étaient susceptibles d'entraîner des dommages importants sur les cultures de coton et de haricots des agriculteurs locaux et des risques sanitaires pour l'ensemble des habitants. Un syndicat du comté de Jefferson est constitué comme section locale d'ACORN et le combat est lancé contre l'entreprise AP&L porteuse du projet. La mobilisation des riverains et l'enquête sur le risque de pollution ont finalement amené les autorités publiques à diviser par deux la taille de la centrale prévue et à imposer un système strict de contrôle anti-pollution. Ainsi contrainte et sous pression, AP&L a finalement décidé d'annuler l'ensemble du projet. Les mobilisations écologistes qui se sont multipliées dans cette décennie en Amérique du Nord ou en Europe ont mêlé des dynamiques d'engagements sur des bases idéologiques de la part de personnes éduquées issues des classes moyennes ou supérieures et des dynamiques de type écosyndicales autour d'intérêts matériels des communautés au front décrites plus haut.

En France, le modèle le plus couramment observé est celui d'une communauté locale affectée par un projet industriel ou d'infrastructure de transports qui s'organise et qui mobilise du soutien important d'alliés et citoyens contre ce projet d'autoroute, d'aéroport, de centre commercial ou d'usine. Elle est initiée par une mobilisation initiale des premiers concernés et le plus souvent en réaction à un projet. Les stratégies d'accélération de ces mobilisations écologistes restent, dans ce schéma, soumises à une mobilisation initiale de la communauté concernée. La fonction d'organisation des communautés emprunté au monde militant anglo-saxon ouvre de nouvelles perspectives. Elle permet d'une part de faciliter l'organisation et la mobilisation de communautés dont le capital social et culturel est plus faible et qui a plus de difficultés à le faire. Elle permet également d'être moins limité à la mobilisation de communautés victimes (cf. typologie ci-dessus) et une logique de réaction « contre » des projets pour être proactif dans l'appui à l'organisation de communautés au front des enjeux de la transition.

En France, une dynamique d'appui à l'organisation d'écosyndicats dans les quartiers populaires s'est lancée en 2015 à Grenoble autour des enjeux de rénovations thermiques. Les habitants des logements sociaux à Teisseire souffraient du froid et de factures de chauffage importantes du fait de la vétusté des fenêtres et des déperditions importantes d'énergie. Si les plaintes et réclamations individuelles étaient fréquentes, aucune mobilisation n'a eu lieu avant l'intervention d'un organisateur syndical extérieur au quartier formé et employé par l'association Alliance Citoyenne⁵. Ce travail implique de longues sessions de porte-à-porte, des réunions d'appartements, la constitution d'un comité d'organisation parmi les habitants les plus motivés, des enquêtes citoyennes auprès d'experts, puis l'organisation d'une assemblée pour inviter tous les habitants à débattre des problèmes d'isolation et proposer la fondation d'un syndicat de quartier pour porter des demandes auprès du bailleur. Les actions collectives et les négociations qui ont suivi ont permis la mise en place d'un plan de remplacement des menuiseries pour assurer des économies d'énergie sur tous les immeubles concernés. Alors que ces économies d'énergie dans les logements sont un enjeu majeur de la transition écologique, l'expérience montre comment la fonction d'organisateur peut favoriser des dynamiques ascendantes pour compléter les politiques publiques descendantes sur le sujet. La duplication de l'expérience nécessite une cartographie des immeubles mal-isolés dans la ville pour identifier

⁵ Association qui pratique l'organisation des communautés d'habitants, inspirée initialement par les travaux d'Alinsky et affiliée au réseau ACORN International. L'auteur de cet article en est le directeur.

les communautés concernées par cet enjeu et envoyer un organisateur écosyndical pour en appuyer l'organisation. La lecture des rapports de diagnostics de performance énergétique (DPE) de l'ensemble du patrimoine des bailleurs sociaux a permis en 2019 et 2020 de lancer des dynamiques similaires dans les quartiers d'Aubervilliers puis à Villeurbanne en 2020 avec l'exemple cité au début de l'article. Le mouvement Alternatiba a également initié des démarches de type écosyndical en identifiant les zones où l'air était le plus pollué dans les villes de Paris et Lyon. Les militants écologiste sont allés appuyer l'organisation de parents d'élèves d'écoles dans ces zones pour que des écosyndicats de parents demandent des mesures pour limiter la circulation automobile et les autres sources de pollution de l'air. La sociologie de l'action publique a montré depuis longtemps que la mise à l'agenda ou le déploiement de politiques publiques pouvait être accéléré par les mobilisations citoyennes.

Mener une politique écologique en articulant le pouvoir institutionnel et le pouvoir citoyen des communautés au front de la transition

A l'heure où plusieurs grandes villes sont désormais gouvernées par des équipes municipales écologistes, se pose la question de l'articulation d'une politique publique écologiste descendante et des dynamiques collectives ascendantes des jeunes, de locataires HLM ou de parents d'élèves. On peut imaginer une nouvelle approche politique où les institutions se donnent pour mission notamment de créer un environnement favorable à l'émergence de dynamiques écosyndicales pour que la transition soit le fruit d'un double mouvement descendant et ascendant. Une politique écologiste ambitieuse est nécessairement en partie contraignante (réduction du transport automobile et de certaines formes consommation, taxes...) et non consensuelle. Une des leçons des gilets jaunes est que toute mesure écologique contraignante peut être perçue comme socialement juste et provoquer un rejet populaire important. Le risque de conflit social peut ainsi amener des dirigeants politiques à renoncer à certaines décisions pourtant nécessaires pour accélérer la transition⁶. L'action publique pour la transition va à l'encontre des intérêts de certains groupes sociaux (automobilistes et routiers ou agriculteurs conventionnels pour ne citer que les plus fameux) et favorisent ceux des groupes que nous avons identifiés comme les communautés au front. Faciliter l'organisation et la mobilisation de ces derniers peut contrebalancer le risque de mobilisation des premiers et éviter des arbitrages défavorables à la transition. Dans une conversation privée, le Maire de Grenoble Eric Piolle s'est plaint de la faible mobilisation des jeunes pour appuyer la réalisation d'une promesse de campagne leur assurant la gratuité des transports en commun. Il regrettait que sa politique ambitieuse pour les transports en communs s'est heurté à des résistances politiques et des freins sans que les bénéficiaires n'aident à l'accélérer.

Il est possible de cartographier, sur un territoire les différentes communautés au front des enjeux écologiques et de réunir les conditions pour faciliter l'émergence d'écosyndicats. Certaines ont déjà en leur sein des dynamiques d'organisation d'autres non. Au sein d'associations de parents d'élèves, de collectifs de riverains ou de syndicats de locataires, des groupes remplissent déjà en partie ce rôle. Quand ce n'est pas le cas, il est possible nous l'avons vu de mettre en place des fonctions pour initier ou renforcer ces dynamiques. La fonction de « community organizer » peut être remplie par des militants ou salariés associatifs, des

⁶ Boris Walbaum, *L'analyse du risque politique dans les décisions stratégiques: le cas des réformes publiques en France*, Thèse de doctorat, Conservatoire national des arts et métiers - CNAM, 2014

volontaires en service civique mais également par des animateurs de centres sociaux ou agents de développement local de la ville.

Un environnement favorable aux écosyndicats de citoyens contient également comme dans le cas des syndicats de travailleurs en entreprise, un accès facilité à l'expertise pour renforcer les demandes collectives, une fonction de tiers pour faciliter les négociations et des formes de protections pour éviter les formes de répressions syndicales. Un tel environnement nécessite des financements publics pour assurer les conditions matérielles d'une multiplication de dynamiques d'interpellation sur les enjeux écologiques. Un fonds d'interpellation citoyen écologique pourrait par exemple assurer le remboursement des frais engagés dans les campagnes de pétition locales si elle atteint un certain seuil, sur le modèle du remboursement des frais de campagne électorale.

En construisant un environnement avec une multitude d'écosyndicats citoyens sous des formes variées, les politiques publiques écologiques ambitieuses ne seraient alors pas seulement descendantes, mais en articulation avec de nombreuses demandes collectives ascendantes sur le territoire. Les contradictions nombreuses et variées qui jalonnent le chemin de la transition se verraient ouvrir des espaces de négociations entre enjeux institutionnels et demandes sociales. On écarterait alors le risque d'une écologie bourgeoise, de centre-ville, portée par un pouvoir technocrate élu seulement par les classes moyennes éduquées. En plus des associations et partis écologistes, le mouvement de la transition serait porté par une multitude d'écosyndicats de quartier qui pousseraient les institutions à aller plus loin et bousculer les contraintes réglementaires et budgétaires. Ancrée localement et ancrée socialement, un tel pouvoir citoyen pourrait contrebalancer les intérêts matériels puissants profitant de l'économie polluantes qui s'oppose aux mesures politiques de la transition. Et paver la voie à une réelle révolution écologiste.

Adrien Roux